

PEDAGOGIE DE L'AIDE MUTUELLE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL (DSL)

Jean-Marie GOURVIL

Institut Régional du Travail Social de Basse-Normandie
Hérouville saint-Clair

A Michel Foucault et Ivan Illich

Les interrogations que je voudrais vous proposer sont à situer à la fin d'une carrière de formateur en travail social. Ces réflexions j'ai pu les partager avec les élèves, avec les collègues formateurs au sein de l'IRTS, des professionnels de Basse-Normandie, dans le cadre du Groupement National des Instituts, dans des colloques et des congrès mais surtout j'ai pu les confronter avec le terrain au travers de nombreuses interventions de formation action menées dans des services. Par ailleurs au cours de ces années un certain nombre de textes sont venus ponctuer cette réflexion, ceux qui le souhaiteraient pourraient s'y reporter.

Dans un premier temps je tracerai rapidement les quatre réflexions clefs qui ont animé ma démarche :

- la faillite de l'Etat providence et la nécessité d'innover sans retour nostalgique aux années 1970
- l'intérêt des démarches de travail social communautaire ou de développement social local
- la critique de la non-prise en compte du travail social réel centré sur l'aide aux personnes en souffrance dans les politiques de développement social local classiques
- la nécessité de partir de la mobilisation des ressources des usagers pour leur redonner une place d'acteur, pour développer leur capacité, leur pouvoir d'action sur eux-mêmes et leur environnement.

Dans un second temps je replacerai l'importance du thème de l'aide mutuelle puis enfin je conclurai sur le thème de la pédagogie de l'aide mutuelle.

1) QUATRE REFLEXIONS SUR LE TRAVAIL SOCIAL

1.1 La faillite de l'Etat providence et la nécessité d'innover sans retour nostalgique aux années 1970

Il faut se rappeler aujourd'hui, alors que monte dans de nombreux pays des courants conservateurs, que la critique de l'Etat n'est pas uniquement une critique néo-libérale « de droite ». Les sociologues, les historiens, les économistes et les philosophes « de gauche » des années 1960-1980 ont proposé une lecture critique de « l'histoire moderne »¹ et de la question sociale.

¹ L'histoire moderne est la période qui va de la Renaissance au XXème siècle

Ils ont, en effet, décrit l'histoire moderne comme une lente montée d'un jacobinisme destructeur. Dès l'Ancien Régime et la mise en place de services publics gérés d'abord par l'Eglise puis progressivement par la République, la société occidentale s'est structurée autour de l'Etat, la Nation s'effaçant progressivement sous les coups de boutoir des clercs ecclésiastiques ou républicains². Leurs critiques, assez radicales, ont fait planer un doute profond sur le rapport entre l'Etat et la Nation. Si aucun auteur, tant en France qu'à l'étranger, n'a souhaité un retour à l'Ancien Régime, la critique de l'Etat « républicain » s'est progressivement imposée à tous. Introduite chronologiquement par les milieux « d'extrême gauche » le thème de la crise de l'Etat a été repris par les « néo-libéraux » puis par les milieux politiques plus modérés pour se généraliser. Il convient de revenir sur ce point pour éviter tout discours simplificateur. Je reprendrais ici en partie ce que j'avais évoqué à Montpellier lors du congrès de l'AIETS en juillet 2002.

Une première critique tant en France que dans les pays anglo-saxons, a dressé le constat du maintien des inégalités sociales dans nos sociétés modernes. L'édification de l'administration républicaine et la multiplication des services publics n'a pas amenuisé l'écart entre les classes sociales mais a fonctionné comme un appareil idéologique d'Etat ayant pour fin la reproduction sociale et le contrôle social (L. Althusser et P. Bourdieu).

Cette reproduction des rapports sociaux de production passe, pour ces auteurs, par le traitement individualisé, moral puis médico-social, des difficultés rencontrées par les personnes affrontées aux problèmes sociaux. Cette individualisation permet de dissoudre l'attachement des personnes à leur groupe social, à leur communauté afin d'en faciliter une meilleure gestion. Cette gestion a permis de transformer en problème individuel ce qui relève de fait, d'un mécanisme social d'exclusion socio-économique. La littérature spécialisée fustigeait la médicalisation, la psychologisation des rapports sociaux, la stigmatisation, l'édification de l'archipel carcéral (M. Foucault). Combien d'études sont parues durant cette époque, sur la place des soignants, des travailleurs sociaux et des enseignants comme acteurs idéologiques de cette reproduction, de cet enfermement ?

La critique fut excessive et radicale mais elle fut saine et on l'oublie trop aujourd'hui. Il faut la rappeler aux étudiants parce que ce n'est pas leur vision immédiate des choses. Ils encensent un Etat qui serait bienveillant et protecteur. Rappelons-nous que l'édification de l'Etat, de l'Etat capitaliste s'est faite sur la base de l'enfermement et de l'individualisation du traitement de la souffrance des personnes contre les réseaux communautaires et contre les structures familiales étendues. Le libéralisme s'est imposé notamment en masquant le travail de destruction des solidarités primaires qu'il a opéré. La libération « des mœurs » a masqué en partie, la destruction de la société accomplie par le libéralisme « économique ». Nous travaillons sur le rapport entre l'Ecole et la société parce que pendant longtemps l'Ecole s'est construite contre la société³ ; nous travaillons sur le droit des usagers et des parents dans les établissements parce que la « prise en charge éducative » s'est aussi construite contre la famille.

Une seconde critique plus ancienne regroupe, en France, les analyses des dysfonctionnements de l'administration bureaucratique, de l'administration « à la Française », ainsi que la prise de conscience de la désertification des territoires périphériques. Ce furent les thèmes de « Paris et

² Sous l'Ancien Régime l'administration de l'Etat est partagée entre le pouvoir de l'Eglise qui gère un bon nombre de « services publics » et sur celui de l'administration royale qui se structure progressivement sous l'impulsion de Richelieu, de Mazarin, de Colbert, l'administration républicaine prendra le relais de celle de l'Ancien Régime.

³ Les textes d'Ivan Illich sont à relire dans cette perspective

le désert français » et de « la société bloquée ». Les questions de l'aménagement du territoire, du « management public » et de la décentralisation furent alors posées.

Si certaines critiques radicales de l'Etat républicain se voulaient fondatrices d'un nouveau « centralisme démocratique »⁴, la réflexion sur l'aménagement du territoire et la critique de la bureaucratie reposaient sur la question ancienne du « rapport entre centre et périphérie » et faisaient émerger la problématique du « local » puis du « pays » et enfin celle de la démocratie participative.

Il convient donc ici d'accepter de penser que l'on peut critiquer la place de l'Etat dans nos sociétés modernes sans être pourtant conservateur ou néo-libéral.

Nous avons oublié sans doute, les Français surtout, que la critique sociale du XIXème siècle opposait deux écoles, celle du socialisme fouriériste et proudhonien, basé sur l'utopie de la coopérative et de l'aide mutuelle et celle du socialisme marxo-guesdiste basé sur le centralisme démocratique. Le premier courant a disparu où est resté souterrain, le second a occupé (au sens militaire du terme) tout l'espace politique et occupe encore nos consciences.

Le schéma suivant illustre la complexité de nos débats.

| | Conception politique centrée sur le centralisme d'Etat | Conception politique centrée la société civile et l'auto organisation |
|--|--|---|
| Courants politiques de droite ⁵ | Le nationalisme centralisateur et planificateur (le gaullisme) | Le néo-libéralisme |
| Courants politiques centristes, Démo-chrétiens | Les courants centristes oscillent dans leurs positions sur la question de l'Etat. Ils sont cependant en général favorable à la décentralisation de l'Etat et à la reconnaissance des « corps intermédiaires » | |
| Courants politiques de gauche | Le centralisme démocratique (les partis communistes) | Les utopies de l'aide mutuelle et de l'autogestion locale |

Il me paraît important de ne pas se tromper d'analyse. La lutte contre le néo-libéralisme et la destruction des services au public ne passe pas forcément par la volonté d'un retour nostalgique à un Etat fort, au centralisme démocratique et à la planification étatique. Il peut emprunter d'autres voies.

⁴ Tous les courants critiques n'étaient pas néo-marxistes. Les lecteurs de Foucault, de Deleuze et de Guattari en appelaient à des mouvements capables de percer des « brèches » contre l'institué et se méfiaient de l'Etat. Les mouvements régionalistes revendiquaient une grande autonomie culturelle, économique et politique des régions dans une Europe fédérale.

⁵ Il faut noter que certains courants de droite issus de l'Action française du début du XXème éclatent entre d'un côté un appui au centralisme d'Etat de droite (le gaullisme) et d'autre part à l'intérieur des courants centristes ou de gauche à un appui aux courants régionalistes et décentralisateurs

1.2 L'intérêt des démarches de travail social communautaire ou de développement social local

La réflexion que je viens d'avoir ouvre la porte à ce que l'on appelait dans les années 1970 le travail social communautaire et que l'on appelle aujourd'hui en France le développement social local. Est-ce que le travail social doit se raccrocher sans cesse au rêve étatique de droite ou de gauche ou doit-il essayer de se situer dans l'espace de la création de la société par elle-même ? Le travail social doit-il faire le pari de la Nation ou celui de l'Etat ? Doit-il faire le pari de l'initiative locale ou de l'application de la procédure publique ? Le mot de développement social local ne renvoie pas seulement à des politiques de gestion des politiques publiques, il renvoie à un paradigme général traversant un travail social basé sur le développement de la capacité d'agir des personnes⁶. L'Etat dans cette perspective n'est pas absent mais il est au service de la Nation et non la Nation au service de l'Etat. Affirmer l'importance du développement endogène n'est pas imaginer une société sans Etat mais une société avec un Etat « modeste » qui soutient la Nation sans se substituer à elle. Il est inutile de développer ici cette réflexion, chacun la saisira.

1.3 La critique de la non-prise en compte du travail social réel centré sur l'aide aux personnes en souffrance dans les politiques de développement social local dominantes

Faire l'option du développement social local peut rester ambigu. Comme je l'ai déjà écrit dans un article de la revue *Economie et Humanisme* (2003). Le développement local peut n'être qu'une convocation à la participation pour les classes moyennes et laisser sur le bord du chemin les usagers du travail social. Ils doivent eux gérer leur souffrance et leur difficulté, ils relèvent de l'aide et de l'intervention individualisée. Lorsque les crises seront passées, ils pourront participer au développement social local. Cette distinction renforce l'idée bien défendue par Jacques Donzelot de procédures de politique de développement centrées sur l'aménagement des lieux et non sur la mobilisation des personnes comme citoyens. Il n'y a pas de rapport dans cette perspective entre intervention d'aide et mobilisation citoyenne. Ceux qui sont exclus et en souffrent participeront à la vie démocratique lorsqu'ils seront guéris ou insérés. La perspective de leur mobilisation dans des projets de solidarité locale n'a dans cette idéologie, rien à voir avec leur mieux être et leur capacité à reprendre place dans la société. Chacun mesurera ici l'intérêt de la critique, tout en découvrant l'abîme qui sépare les pratiques majoritairement présentes aujourd'hui de celles que l'on pourrait promouvoir.

1.4 La nécessité de partir de la mobilisation des ressources des usagers pour leur redonner une place d'acteur, pour redévelopper leur capacité d'action sur eux-mêmes et leur environnement

Il est donc important de repartir du développement de la capacité d'agir des usagers. Je reprendrais ici le concept de Frédéric Jésus de « bientraitance ». Le travail social a-t-il comme objectif de développer la bientraitance ou de faire la chasse à la maltraitance. Le choix est clair. Le développement de la bientraitance est l'objet du travail social. Le développement de l'aide mutuelle est le moyen de développer cette bientraitance qui replace la relation d'aide dans une perspective de développement social local. Le « soin de soi », l'*épimélie éavtou*, pour reprendre un concept grec développé par Michel Foucault, dans *l'Herméneutique du*

⁶ On peut traduire le mot empowerment par développement de la capacité d'agir, l'autre traduction développement du pouvoir d'agir (DPA) proposé par Yann Le Bossé est sans doute plus proche de l'anglais, plus juste même si la notion de pouvoir a en France une connotation négative.

sujet,⁷ le « soin de l'autre », le « soin de la cité » constitue une ligne continue qui passe par une approche culturellement différente de l'homme et de la cité. **Au centre de l'espace social on doit placer l'Homme et sa capacité d'aide mutuelle.** Le mot aide mutuelle n'est pas ici réduit au sens de mutualisme économique mais il se veut englobant. Il intègre toutes les formes sociales d'aide réciproques et partagées interpersonnelles et micro-sociales.

2) L'AIDE MUTUELLE COMME PARADIGME D'INTERVENTION

- L'aide mutuelle constitue la plus ancienne forme de solidarité entre les hommes. Elle est la forme archaïque au sens de « première » du vivre ensemble. Si l'on s'appuie sur les philosophes et les historiens qui ont tracé l'histoire de l'humanité pour essayer de situer les émergences des modèles culturels successifs, on peut penser que la période qui va de la préhistoire à l'Antiquité est essentiellement marquée par l'aide mutuelle. Il n'y a pas d'œuvres sociales organisées dans l'Antiquité, l'aide mutuelle est la seule forme d'aide et de solidarité. La parabole du « bon samaritain » des Evangiles qui recueille un blessé et paie pour lui l'hôtellerie, illustre cette prééminence du soin à donner à celui qui est proche. Le bon samaritain ne téléphone pas au SAMU pour demander une intervention sanitaire. L'Etat et l'Eglise de l'Antiquité tardive et du Moyen Age conserveront la même logique. On voit durant cette période apparaître quelques modestes tentatives d'institutions de charité qui ouvrent la porte à une autre forme d'aide que l'aide mutuelle plus organisée mais elles restent extrêmement réduites. L'Eglise de l'Antiquité tardive et du Moyen Age tente de recueillir des fonds et de mettre quelques services à disposition des personnes errantes ou pauvres. Les textes que l'on possède sur la charité organisée à Byzance, par exemple, montre la difficulté de structurer de vrais services et la faiblesse des sommes utilisées. Il faut lire sur ce sujet les lettres d'exil de St Jean Chrysostome à la veuve Olympias, veuve qui gère pour lui les quelques œuvres qu'ils ont créées ensemble. L'aide mutuelle constitue la base de la société chrétienne de l'Antiquité chrétienne et du Moyen-Age.

Enfin notons que les soupes populaires et les services donnés par l'Eglise durant l'Antiquité tardive et le Moyen-Age sont l'œuvre du clergé urbain lié aux évêques des grandes villes et non au clergé monastique. Le cloître n'est fait ni pour le pauvre ou ni pour l'errant et encore moins pour l'enfant. La période moderne sous la pression de l'*épistémè* de l'Age Classique transformera le cloître en lieu d'éducation et de soin⁸.

On peut conclure que de la préhistoire à la fin du Moyen-Age l'aide mutuelle domine.

C'est seulement à partir du XVIème siècle en France et en Europe que l'Eglise mettra en place des œuvres apportant de réels services structurés et met fin à l'utopie et à l'éthique du bon samaritain. Un personnel spécifique verra le jour à travers les congrégations multiples d'hommes ou de femmes. L'Eglise qui a géré le conflit des guerres de religion (la lutte contre le protestantisme) met fin à l'aide mutuelle de voisinage et confie au clergé la gestion des œuvres. La Contre Réforme, la peur du protestantisme, la peur de l'auto-organisation des fidèles sur la base du voisinage, la peur de ce qui n'est pas géré par les prêtres fera naître le

⁷ Michel Foucault, *L'Herméneutique du sujet*, Collection Hautes Etudes, Paris, Gallimard/ Seuil, 2001 ; 540 pages

⁸ L'œuvre de Michel Foucault est centrée sur l'observation de ce phénomène.

cléricalisme et les institutions spécialisées. Le clergé va gérer la charité et le grand enfermement. Les premières écoles pour filles sont les institutions dites des « nouvelles catholiques » qui tentent de faire se convertir au catholicisme, les filles des familles protestantes.

L'Etat républicain prendra à la succession de l'Eglise en changeant simplement de clercs mais pas de modèle.

De façon sommaire on peut dire que la République est la fille de la Contre-Réforme catholique. Les pays occidentaux non catholiques (la Grèce, la Russie...n'ont pas connu d'institution de charité, d'éducation ou de soins gérées par l'Eglise. Lorsque de tels services existaient, ils étaient gérés souvent par l'armée...).

Le paradigme de l'aide mutuelle :

L'aide mutuelle, notion prise dans une large acception, prend ses racines dans la nuit des temps. L'aide à ses frères et à ses sœurs, à ses parents, aux vieillards, l'accueil de l'étranger, le soin au pauvre font partie de l'« Humanité profonde » dont toutes les civilisations gardent des traces. La Bible hébraïque, le Coran, les textes soufis, les textes du Nouveau Testament, les textes hindouistes et bouddhistes témoignent dans de nombreux passages de l'importance de l'aide mutuelle. L'aide mutuelle ne relève pas seulement d'un acte de bien séance sociale, ou de gestion de l'ordre public, elle relève d'une vision philosophique de l'homme. L'homme n'est pas d'abord un être individuel mais il est d'abord inscrit dans un ordre cosmique qui lie tous les hommes. Chacun est ontologiquement solidaire de tous. Se pencher sur celui qui est blessé c'est se pencher sur l'Humanité entière et prendre soin et de soi, de l'autre, de la cité ce qui ne fait qu'un. Par ailleurs dans une vision traditionnelle du monde « l'autre » pourrait être « l'Autre » avec un grand A. On peut se reporter pour comprendre l'importance culturelle profond de l'accueil de l'étranger au passage commun de la Bible et du Coran que les musulmans appellent « l'hospitalité d'Abraham ». Abraham et sa femme voient arriver trois visiteurs qu'ils identifient mal mais qu'ils vont accueillir sous leur tente. Ils leur préparent le veau gras et les servent eux-mêmes à table. Ces trois personnages sont-ils des hommes, des anges, Dieu... peut-être ? Ils ne savent pas mais ils leur offrent l'hospitalité.

Comme nous l'avons rappelé la modernité est basée sur un paradigme simple : il faut désigner celui qui va mal et demander à la société de le prendre en charge dans les lieux faits pour cela : le cloître se reconverti et devient l'établissement. Acte qui permet de distinguer celui qui va mal et celui qui va bien, de se rassurer sur sa propre condition et de renvoyer vers des lieux spécialisés ceux qui sont ciblés. Les clercs voués à l'œuvre y consacrent leur vie en ne se mêlant pas ou peu à la population extérieure. Les nouvelles congrégations de cloîtrées accueillent dans leurs murs ceux qui doivent être retirés de la société pour être pris en charge. Je ne citerai parmi ces nombreuses congrégations que les ursulines, les visitandines et les augustines mais la liste est longue. Les jésuites, les oratoriens, les eudistes n'accueillent pas dans des cloîtres puisqu'ils sont dispensés de l'Office du chœur, mais dans les « résidences » où les « pensionnats » qui joueront la même fonction d'espace éducatif spécialisé.

Le paradigme de l'aide mutuelle plus archaïque ne fait pas de différence en moi et l'autre. La condition humaine est la même. Elle donne une obligation de soin de soi, de soin de l'autre et de soin de la cité. Elle met l'autre non dans la figure du banni mais dans celle du messenger, de l'ange. Le symbole majeur de l'aide mutuelle au Moyen Age est la figure si fréquente dans

tant de légendes, du « baiser au lépreux ». Toutes les civilisations traditionnelles portent des images de ce modèle compassionnelle et solidaire. L'aide mutuelle ne fait pas de différence entre la vie ordinaire et l'acte compassionnelle ou d'assistance. Le vivre ensemble est aide mutuelle. L'aide mutuelle est le vivre ensemble. L'éducation sous l'Ancien régime ne se distingue pas de la vie sociale. La société est apprenante et il n'y a pas d'Ecole⁹. L'aide est mutuelle parce que l'aide est incluse dans l'acte de vivre.

Notons encore que cette aide mutuelle a été l'utopie de certains penseurs du XIXème, des fourriéristes et des proudhoniens. Marx en répondant à Proudhon auteur du livre « La philosophie de la misère » par son livre « La misère de la philosophie » a enterré l'utopie de l'aide mutuelle. Elle ressurgira plus tard autour des concepts d'autogestion, de vivre au pays. Cette même utopie semble émerger à nouveau à travers le courant de l'économie solidaire, à travers la multiplication des groupes d'entraides dans le domaine de la santé et de la santé mentale notamment. Remarquons que l'aide mutuelle aujourd'hui prend une place prépondérante dans le secteur qui lui paraissait le plus éloigné : la santé mentale. Ce constat est intéressant parce que si la « mélancolie » au sens que les anciens donnaient à ce mot peut devenir l'objet de l'aide mutuelle alors nous sommes sur la bonne voie, elle va envahir l'espace de l'aide et de l'intervention sociale.

Un paradigme pour la post-modernité ?

Question. Si l'aide mutuelle est un paradigme de la société archaïque, si elle ne fut pas le paradigme de la modernité, ne serait-elle pas le paradigme de la post-modernité ? Ce que j'ai indiqué ci-dessus montre qu'une porte est ouverte. On peut revisiter l'archaïsme de l'aide mutuelle pour peut-être en faire un concept post-moderne. C'est l'hypothèse que je vous laisse. Entre la relation d'aide individuelle et la mobilisation dans des processus de développement social local il y aurait un maillon possible « l'aide mutuelle ». Le développement social local serait avec l'aide de l'Etat et des instances républicaines locales la fédération sur un territoire des actions d'aides mutuelles. Imaginaire proudhonien qui rejoint la littérature nord-américaine sur l'empowerment¹⁰.

3) PEDAGOGIE DE L'AIDE MUTUELLE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

Si l'on opte pour cette perspective alors il conviendrait de s'interroger sur la pédagogie de l'aide mutuelle. Comment développer le développement social local en passant par l'aide mutuelle et la pédagogie de l'aide mutuelle ?

⁹ Yvan Illich, *La société sans Ecole*, Seuil, 1970

¹⁰ voir les travaux de Yan Le Bossé sur l'empowerment et le DPA (développement du pouvoir d'agir)

Plusieurs propositions :

- Nous avons de nombreux élèves qui sont en grandes difficultés sociales et manquent de revenus. Ne serait-il pas possible de mobiliser l'ensemble des élèves dans la création d'une économie solidaire autour de la recherche d'emploi, de la création d'emploi ? Ne serait-il pas intéressant qu'une part des profits du travail accompli soit mutualisé ? On pourrait sans doute créer des juniors entreprises solidaires dans nos établissements. La création de ces entreprises pourraient devenir des objets pédagogiques.
- La gestion des stages est souvent difficile en raison de la nécessité de trouver un second logement. Des réseaux d'entraide pourraient solutionner en partie ce problème. Ces pratiques ont lieu mais on n'en fait pas un acte pédagogique. Notre questionnement doit donc être : est-ce que les pratiques d'aide mutuelle spontanées entre les élèves restent du domaine privé ou peut-on l'intégrer comme un axe pédagogique central ?
- Les élèves qui rentrent en formation sont souvent un peu « perdus ». Le tutorat pourrait être une forme d'aide mutuelle où chacun apprendrait à « jouer ensemble » sans confusion de rôle.
- Le travail de groupe que l'on utilise tous comme outil pédagogique pourrait être mieux clarifié comme pédagogie de l'aide mutuelle
- Lorsque les étudiants sont en difficultés nous gérons ces parcours dans la solitude comme l'Etat providence, ne pourrait-on pas imaginer des parcours spécifiques, mutualisés ?
- La « classe » est certainement le lieu caractéristique de l'Ecole de la modernité, dans une perspective post-moderne et d'aide mutuelle il faut utiliser au maximum les formes d'apprentissage par réseaux, par formation à distance pour que les élèves prennent conscience que l'essentiel est moins d'apprendre que d'apprendre à apprendre avec ses pairs.
- La mobilisation des groupes d'aide mutuelle dans notre environnement pourrait devenir l'objet d'observations systématiques des établissements de formation en travail social
- La pédagogie par l'engagement communautaire, par l'engagement militant dans des services pourrait devenir plus systématique. Les expériences nord-américaines en ce domaine sont intéressantes
- La formation au développement social local doit s'appuyer sur la description des politiques de développement comme les politiques de la Ville mais notre pédagogie doit privilégier les micro-mobilisations citoyennes qui intègrent les personnes qui d'ordinaire ne se mobilisent pas dans des processus de participation démocratique Dans ces micro-mobilisation ils innovent, inventent le social qui est le leur. Ils prennent soin d'eux-mêmes, des autres et de la cité. Il conviendrait sans doute de traiter ces actions avec un grand soin...pédagogique.
- Au plan méthodologique, la formation au travail social avec les groupes ou à l'animation de groupe d'entraide (notamment dans le secteur de la santé) pourrait devenir un axe central de formation.
- Etc....

POUR FINIR PRECISONS UNE CONDITION INDISPENSABLE.

Les choix pédagogiques des centres de formation sont teintés par les postures idéologiques des élèves, ils le sont aussi et surtout par les postures des formateurs. Si les formateurs dans leur vie personnelle, ne développent pas une éthique, une esthétique de vie centrée sur l'aide mutuelle avec leur entourage, avec les voisins de leur territoire, avec les diverses communautés qu'ils traversent, on ne pourra pas changer la pédagogie des centres de formation en travail social.

Si nous ne prenons pas le cap de l'aide mutuelle comme principe de fond de nos pédagogies le système libéral transformera nos établissements en grands magasins où chacun dans sa solitude, finira bien par gérer « son parcours ». Les allègements, les processus de formation Post-VAE¹¹, les dispenses de formation ne me gênent pas si l'on sait gérer l'apprentissage de « l'être avec » par d'autres moyens que par le groupe classe sur trois années dont on attend que les élèves finissent, sans que l'on sache trop comment, par apprendre à vivre ensemble. Les formations post-VAE peuvent se gérer par des petits groupes de formation dans lesquels les apprenants mutualisent leur parcours de formation. La pédagogie de l'aide mutuelle repose sur le choix institutionnel de faire de l'élève un acteur de sa formation et des élèves des acteurs de leur formation.

BIBLIOGRAPHIE :

Cette bibliographie n'a pas une finalité scientifique, elle ne veut être que la transmission d'une réflexion en espérant que d'autres la prolongeront

Gourvil, Jean-Marie, *Pour des pratiques novatrices*, Revue française de service social, N°137, 1983.

Gourvil, Jean-Marie, *Développement social local et évolution des services sociaux en France*, Actes du troisième séminaire interdisciplinaire international Développement local et Développement social, Université Laval, mai 1992.

Gourvil, Jean-Marie, *Le rapport social est son rapport contradictoire avec la souffrance*, Revue soins psychiatriques, N° 204, septembre-octobre 1999.

Gourvil, Jean-Marie, *Souffrance sociale et citoyenneté, quelle pédagogie pour le développement social local ?* Actes du congrès de l'Association internationale des Ecoles de Travail Social, Montpellier, Juillet 2002

Gourvil, Jean-Marie, *Ecouter la souffrance, mobiliser les ressources sociales*, Economie et Humanisme, juin 2003.

Gourvil, Jean-Marie, *développement social local*, Nouveau dictionnaire critique d'action sociale, Bayard, 2006

Gourvil, J-M et Kaiser, M., *Se former au développement social local*, livre collectif à paraître chez DUNOD en 2008

¹¹ VAE : Validation des Acquis de l'Expérience. Lorsque les candidats à la VAE n'ont pas obtenu la totalité de la validation de leurs compétences ils peuvent gérer leur parcours Post-VAE en consommateur « néo-libéraux » ou en s'intégrant à un groupe en formation. Les centres de formations sont responsables ici des choix pédagogiques qu'ils opèrent.